HRW : "Un leadership régional fort est nécessaire pour remettre le Burundi sur les rails"

Human Rights Watch,Â 1 juin 2018 - PubliÃ© dansÂ Mail & Guardian Comment raviver lâ€™espoir nÃ© Ã Arusha Lâ€™Afric Sud peut aider Ã endiguer la crise au Burundi La rÃ©solution de la longue guerre civile auÂ BurundiÂ a constituÃ© un tournant politique en Afrique, illustrant la capacitÃ© et la dÃ©termination des dirigeants rÃ©gionaux Ã produire un accord de paix basÃ© sur les droits humains. Et pourtant les avancÃ©es rÃ©alisÃ©es il y a prÃ¨s de deux dÃ©cennies grÃ¢ce au vigoureux leadership de lâ€™Afrique du Sud ont pratiquement disparu.

AprÃ¨s lâ€™annonce en 2015 par le prÃ©sident Pierre Nkurunziza, qui dirige le Burundi depuis 2005, de son intention de briguer un troisiÃ¨me mandat controversÃ©, le gouvernement aÂ rÃ©primÃ©Â lâ€™opposition en recourant Ã des violences gÃ©nÃ©ralisÃ©es. La crise sâ€™estÂ aggravÃ©eÂ au dÃ©but de cette annÃ©e, avec de multiples actes dâ€™intimidation Ã l lâ€™opposition lors de la campagne en vue du rÃ©fÃ©rendum constitutionnel pour permettre au prÃ©sident de se maintenir au pouvoir jusquâ€™en 2034. Un leadership rÃ©gional fort â€“ en particulier de la part de lâ€™Afrique du Sud â€“ est dÃ©sespÃ© nÃ©cessaire pour limiter les abus et Ã remettre le pays sur les rails.Â Lâ€™Afrique du Sud, ainsi que la Tanzanie, ont jouÃ© u rÃ´le dÃ©cisif dans la nÃ©gociation des Accords dâ€™Arusha de 2000, qui ont aidÃ© Ã mettre fin Ã un conflit sanglant, dans l on estime que 300 000 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es, dans des attaques motivÃ©es dans une large mesure par des considÃ©rationsÂ ethniques. Le vice-prÃ©sident de lâ€™Ã©poque, Thabo Mbeki, a dirigÃ© les efforts de mÃ©diation de lâ€™A Sud. Lâ€™intervention au Burundi Ã©tait censÃ©e apporter une solution africaine Ã un problÃ¨me africain. Les accords ont crÃ les conditions nÃ©cessaires pour que cessent les violations des droits humains qui avaient pour lâ€™essentiel caractÃ©risÃ© le conflit. Ils ont ouvert la voie Ã lâ€™Ã©laboration de la constitution adoptÃ©e cinq ans plus tard et sont devenus la pierre angula dâ€™un systÃ¨me basÃ© sur le consensus, dans lequel des reprÃ©sentants des deux principales ethnies, Hutus et Tutsis, gouvernaient ensemble. Ils ont Ã©galement prÃ©parÃ© le terrain Ã une dÃ©cennie de progrÃ¨s relativement rÃ©guliers vers la paix, la rÃ©conciliation et le dÃ©veloppement Ã©conomique, ainsi quâ€™Ã lâ€™Ã©closion dâ€™une sociÃ©tÃ© civile et de m Et pourtant depuis 2010, le parti au pouvoir, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD) aÂ rÃ©duit petit Ã petitÂ la portÃ©e dâ€™Ã©lÃ©ments clÃ©s de ces accords. Lâ€™opposition a Ã©lections cette annÃ©e-lÃ aprÃ¨s une pÃ©riode de rÃ©pression des droits humains. Lors de laÂ pÃ©riode Ã©lectorale, des opposants politiques ont fait lâ€™objet de surveillance, dâ€™arrestations, de tortures et certains ont mÃªme Ã©tÃ© tuÃ©s. AprÃ les seuls contrÃ´les encore exercÃ©s sur le gouvernement lâ€™Ã©taient par les mÃ©dias et la sociÃ©tÃ© civile, qui Ã©taient d plus exposÃ©sÂ aux risquesÂ dâ€™arrestation et de brutalitÃ©s physiques. Fin avril 2015, des manifestations ont eu lieu en rÃ©action Ã la dÃ©cision de Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat alors que la constitution nâ€™en autorise que deux. L parti au pouvoir a arguÃ© que son premier mandat ne comptait pas car il avait alors Ã©tÃ© Ã©lu prÃ©sident par le parlement et non pas Ã lâ€™issue dâ€™un vote populaire. La police a rÃ©pondu aux manifestations en ayant recours Ã uneÂ force excessi violences ont connu uneÂ escaladeÂ dans la seconde moitiÃ© de 2015, avec des assassinats ciblÃ©s â€“ notamment de personnalitÃ©s en vue du gouvernement et de lâ€™opposition, des perquisitions policiÃ¨res meurtriÃ¨res, des abus commis par des Imbonerakure, les membres de laÂ ligue des jeunesÂ du parti au pouvoir, et des attaques perpÃ©trÃ©es par des groupes armÃ©s dâ€™opposition contre les forces de sÃ©curitÃ© et le parti au pouvoir. Le gouvernement semble maintenant considÃ© les activistes, les journalistes et les opposants politiques comme des ennemis. Beaucoup dâ€™entre eux ont fui vers lâ€™exil aprÃ¨s avoir fait lâ€™objet de maniÃ¨re persistante de menaces et dâ€™actes dâ€™intimidation. En 2016,Â certains abusÂ so devenus plus discrets et lâ€™on a comptÃ© davantage dâ€™enlÃ¨vements, de disparitions forcÃ©es et de dÃ©cÃ¨s inexpliquÃ Depuis leÂ dÃ©but de 2017, les forces de sÃ©curitÃ© et des Imbonerakure ont tuÃ©, violÃ©, passÃ© Ã tabac, dÃ©tenu, mena harcelÃ© un grand nombre dâ€™opposants, rÃ©els ou supposÃ©s. PrÃ¨s de 400 000 personnes ont fui le pays depuis 2015. L nouvelle constitution, adoptÃ©e par rÃ©fÃ©rendum au dÃ©but du mois, fait plus que permettre Ã Nkurunziza de se maintenir a pouvoir. Elle est destinÃ©e Ã renforcer lâ€™emprise du parti au pouvoir, rÃ©duisant la majoritÃ© nÃ©cessaire pour adopter de et prÃ©parant le terrain au dÃ©mantÃ¨lement des Ã©quilibres ethniques consacrÃ©s par les Accords. Les garanties selon lesquelles la minoritÃ© tutsie dÃ©tiendra certains postes gouvernementaux seront dÃ©sormais sujettes Ã discussion avec un gouvernement de plus en plus autoritaire. Le contrÃ´le exercÃ© par le parti au pouvoir sur les institutions de lâ€™Ã‰tat, lâ€™al dâ€™espace laissÃ© Ã une vÃ©ritable opposition et lâ€™impunitÃ© gÃ©nÃ©ralisÃ©e dont bÃ©nÃ©ficient les agents de lâ€™ constituent clairement une menace pour le systÃ¨me mis au point Ã Arusha. Mais les principes de base des Accords peuvent encore Ãªtre sauvegardÃ©s, pour peu que les dirigeants rÃ©gionaux sâ€™engagent et prennent une position de fermetÃ©.Â Le prÃ©sident Cyril Ramaphosa devrait placer lâ€™Afrique du Sud en premiÃ¨re ligne dans les efforts pour restau les avancÃ©es rÃ©alisÃ©es dans le cadre du processus dâ€™Arusha et pour Ã©viter une nouvelle escalade sanglante de la cr au Burundi avant les Ã©lections de 2020. Il devrait travailler avec les autres dirigeants africains et faire savoir clairement quâ€™il y aura de vraies consÃ©quences si les dirigeants au Burundi ne mettent pas fin Ã la rÃ©pression exercÃ©e par lâ€™Ã dirigeants africains devraient sâ€™appuyer pleinement sur lâ€™Union africaine, notamment sur ses pouvoirsÂ dâ€™interventio les cas oÃ¹ des crimes contre lâ€™humanitÃ© sont commis. Lâ€™Afrique du Sud a justifiÃ© son rÃ´le de premier plan dans les nÃ©gociations dâ€™Arusha en invoquant son obligation morale de soutenir les efforts de paix sur le continent aprÃ¨s que tant de pays africains eurent contribuÃ© Ã la lutte contre lâ€™apartheid. Alors que de nouvelles violations Ã grande Ã©chelle des droits humains se profilent Ã lâ€™horizon et que la nÃ©cessitÃ© dâ€™un engagement rÃ©gional fort est plus pressante que ja Ramaphosa devrait rÃ©investir son pays dans un effort visant Ã faire respecter les Accords dâ€™Arusha par le Burundi. Lewis Mudge, Chercheur senior, division Afrique

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});